

PLAN D'ACTION FAVORISANT UN GOUVERNEMENT OUVERT 2020-2021

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PLAN D'ACTION FAVORISANT UN GOUVERNEMENT OUVERT 2020-2021

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Cette publication a été réalisée
par le dirigeant principal de l'information
et produite en collaboration avec la Direction des communications.

Vous pouvez obtenir de l'information au sujet
du Conseil du trésor et de son secrétariat
en vous adressant à la Direction des communications
ou en consultant son site Web.

Direction des communications du ministère du Conseil exécutif
et du Secrétariat du Conseil du trésor
2^e étage, secteur 800
875, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 5R8

Téléphone : 418 643-1529
Sans frais : 1 866 552-5158

communication@sct.gouv.qc.ca
www.tresor.gouv.qc.ca

Dépôt légal – Octobre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-87941-1 (en ligne)

Tous droits réservés pour tous les pays.
© Gouvernement du Québec – 2020

Table des matières

MESSAGE DE LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR _____	VII
MESSAGE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE _____	VIII
TABLEAU SYNOPTIQUE _____	IX
INTRODUCTION _____	1
RÉALISATIONS EN GOUVERNEMENT OUVERT _____	2
ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION _____	3
OBJECTIFS STRATÉGIQUES _____	4
OBJECTIF STRATÉGIQUE : ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS PUBLICS ____	6
MESURE 1 : ACCROÎTRE LE VOLUME DE DONNÉES OUVERTES RELATIVES AUX MARCHÉS PUBLICS _____	7
OBJECTIF STRATÉGIQUE : ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE CORPORATIVE _____	8
MESURE 2 : BONIFIER LES DONNÉES OUVERTES DU REGISTRE DES ENTREPRISES _____	9
OBJECTIF STRATÉGIQUE : ENCOURAGER LA RÉUTILISATION DES DONNÉES OUVERTES DU QUÉBEC _____	11
MESURE 3 : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES EN DONNÉES OUVERTES (SCT) _____	12
MESURE 4 : MODERNISER LE PORTAIL DONNÉES QUÉBEC (SCT) _____	13

OBJECTIF STRATÉGIQUE : FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS DANS LA MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT OUVERT ET INCLUSIF _____	14
MESURE 5 : DIALOGUER AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR METTRE EN PLACE UN GOUVERNEMENT OUVERT (SCT) _____	15
MESURE 6 : FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ DES CONTENUS WEB ET DES SERVICES NUMÉRIQUES GOUVERNEMENTAUX (MCE-SCG) _____	16
OBJECTIF STRATÉGIQUE : APPUYER LA CRÉATION D'ÉCOSYSTÈMES DE DONNÉES OUVERTES _____	18
MESURE 7 : OFFRIR UN SERVICE GOUVERNEMENTAL DE DONNÉES OUVERTES DE RÉFÉRENCE (SCT) _____	19
MESURE 8 : APPUYER LES ORGANISMES PUBLICS À METTRE EN PLACE DES ÉCOSYSTÈMES DE DONNÉES OUVERTES AVEC LEURS PARTENAIRES (SCT) _____	20
CONCLUSION _____	22

Message de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor



Depuis maintenant deux ans, notre gouvernement réalise des avancées majeures en matière d'ouverture de ses données. Cela doit absolument se poursuivre pour permettre à la population de mieux contribuer à notre compréhension commune des enjeux contemporains du Québec, en s'appuyant sur des données de qualité. Un gouvernement ouvert doit être efficient, transparent et performant. C'est ce que nous voulons offrir aux citoyennes et citoyens.

La consultation citoyenne se doit de devenir une pratique de plus en plus courante en amont des initiatives gouvernementales sur des enjeux qui touchent la population. À cet effet, je suis ravie que de nombreux Québécois et Québécoises aient pris part à la consultation menée en prévision de l'élaboration de ce plan d'action, en février 2020. Cela nous confirme que la consultation citoyenne va de pair avec des actions gouvernementales connectées sur la réalité de la population.

Je suis donc très fière que notre gouvernement dévoile le Plan d'action favorisant un gouvernement ouvert 2020-2021, qui guidera l'État dans sa façon de valoriser l'ouverture et l'utilisation de ses données, pour de meilleurs services aux citoyennes et aux citoyens. De plus, en matière de marchés publics, une mesure du Plan d'action permettra au gouvernement d'ajouter les avis d'appel d'offres en cours et de réaliser un premier exercice d'harmonisation des données ouvertes diffusées, selon la norme internationale Open Contracting Partnership.

J'ai la ferme conviction que ce plan d'action nous permettra de construire des bases solides pour établir un gouvernement plus transparent et plus performant au cours des prochaines années.

Sonia LeBel

Message du ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale



Déterminé à poursuivre l'application des principes du gouvernement ouvert, le gouvernement du Québec a lancé, en février 2020, une consultation auprès de la population afin de cibler les actions prioritaires à mettre en œuvre, à court terme, pour accroître la transparence et l'ouverture de l'État.

L'apport précieux des citoyennes et des citoyens nous a permis de constater l'importance que ces derniers accordent à la poursuite de l'ouverture des données gouvernementales, ainsi qu'à une participation publique plus fréquente, qui se situe davantage en amont dans les processus décisionnels de l'État.

Ces éléments mentionnés par la population, qui rejoignent la volonté du gouvernement, se traduisent par une nouvelle étape concrète, soit le lancement du Plan d'action favorisant un gouvernement ouvert 2020-2021. La modernisation de Données Québec ainsi que l'amélioration de la transparence corporative et des marchés publics sont les principales mesures concrètes en matière d'ouverture des données gouvernementales.

Je suis persuadé que les actions de ce plan concourront au succès de la transformation numérique gouvernementale, tout en nous dotant d'un État résolument performant, au service des citoyennes et citoyens du Québec.

Éric Caire

Tableau synoptique

Volets	Transparence		Innovation	Participation	Collaboration
Objectifs stratégiques	Accroître la transparence des marchés publics	Accroître la transparence corporative	Encourager la réutilisation des données ouvertes du Québec	Faire participer les citoyens dans la mise en place d'un gouvernement ouvert et inclusif	Appuyer la création d'écosystèmes de données ouvertes
Mesures et principaux jalons synthétisés	<p>1. Accroître le volume de données ouvertes relatives aux marchés publics (SCT – SSMP)</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffuser les appels d'offres en cours. Les données diffusées s'appuieront sur l'<i>Open Contracting Partnership</i>. 	<p>2. Bonifier les données ouvertes du registre des entreprises (MFQ et MTESS – REQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Rehausser les données ouvertes du registre des entreprises. 	<p>3. Développer les compétences numériques en données ouvertes (SCT – SSDPITN)</p> <ul style="list-style-type: none"> Réaliser quatre Webinaires ou conférences pour développer les compétences numériques en données ouvertes. Lancer l'appel de projets en données ouvertes. <p>4. Moderniser le portail Données Québec (SCT–SSDPITN)</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la recherche et la visualisation des jeux de données. 	<p>5. Dialoguer avec la société civile pour mettre en place un gouvernement ouvert (SCT–SSDPITN)</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place le comité et formulation des premières recommandations par celui-ci. <p>6. Favoriser l'accessibilité des contenus Web et des services numériques gouvernementaux (MCE-SCG)</p> <ul style="list-style-type: none"> Migrer les contenus les plus consultés de quatre ministères vers le nouveau site Web officiel du gouvernement. Publier le Système de design gouvernemental pour le Web transactionnel. 	<p>7. Offrir un service gouvernemental de données ouvertes de référence (SCT–SSDPITN)</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffuser cinq premiers jeux de données de référence. <p>8. Appuyer les organismes publics à mettre en place des écosystèmes de données ouvertes avec leurs partenaires (SCT–SSDPITN)</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour l'écosystème en culture, diffuser deux jeux de données ouvertes cinématographiques et bonifier la plateforme <i>ouvoir.ca</i> en s'appuyant sur les données ouvertes diffusées. Pour l'écosystème en urbanisme, faire adhérer deux nouveaux organismes de la société civile ou municipalités sur Données Québec.

Introduction

En facilitant le partage d'information, le dialogue et la consultation, le numérique contribue progressivement à réinventer les relations entre la population et l'État, au profit de services publics mieux adaptés et d'une démocratie plus animée.

Depuis sa publication en juin 2019, le gouvernement du Québec met en œuvre la [Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023](#), qui vise non seulement à offrir des services publics plus intuitifs et faciles d'utilisation à la population, mais également à améliorer l'efficacité et la transparence de l'État.

Le Plan d'action favorisant un gouvernement ouvert 2020–2021 vise à réaliser des mesures spécifiques permettant d'accélérer la transformation numérique gouvernementale en se basant sur les quatre volets définissant un gouvernement ouvert :

- **La transparence**, qui concerne la diffusion proactive aussi bien de documents que de données en format ouvert, pouvant être réutilisés par la population;
- **L'innovation**, qui accorde une importance à la démocratisation de l'accès aux technologies auprès du public;
- **La participation**, qui place le public au cœur du processus décisionnel de l'État, ce qui en améliore la qualité;
- **La collaboration**, qui vise à accroître l'efficacité de l'État. Une meilleure collaboration entre les acteurs gouvernementaux et la société civile améliorera la qualité et l'efficacité des services publics.

Pour connaître les priorités de la population en matière d'ouverture de l'administration publique, une [consultation publique](#) a été réalisée du 6 février au 5 mars 2020. Cette consultation a notamment permis de réaffirmer l'importance de poursuivre l'ouverture des données gouvernementales, d'accroître la transparence corporative et celle des marchés publics, de favoriser l'accessibilité Web ainsi que d'inclure plus fréquemment et plus en amont la participation publique dans le processus décisionnel de l'État.

Le Plan d'action amène également une dimension internationale à la transformation numérique en s'appuyant sur les bonnes pratiques du [Partenariat pour un gouvernement ouvert \(PGO\)](#). En 2020, plus de 90 gouvernements, dont le Canada, l'Ontario, la France, le Royaume-Uni et l'Écosse sont membres du PGO et adoptent des plans d'action. D'ailleurs, le 22 octobre 2020, [l'adhésion du Québec au PGO a été officiellement dévoilée](#). En s'appuyant sur les bonnes pratiques du PGO, le Québec s'appuie sur une méthodologie qui a fait ses preuves pour offrir un plan d'action concret et mesurable.

Réalisations en gouvernement ouvert

En 2010, une première réflexion avait été entamée afin de proposer des actions concrètes pour que le Québec puisse tirer profit des avantages du Web 2.0, afin d'améliorer la prestation de services à la population et le fonctionnement interne de l'État. En s'appuyant sur une consultation tenue auprès du public et des dirigeants d'organismes, une série de recommandations a été publiée en 2012 dans le rapport « Gouverner ensemble : Comment le Web 2.0 améliora-t-il les services aux citoyens »? À la suite du dépôt du rapport, certaines actions ont été réalisées, notamment :

- l'engagement du [gouvernement du Québec envers le gouvernement ouvert](#) et la mise en ligne du premier site Web gouvernemental de données ouvertes (mai 2012);
- la mise à jour du [Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels](#) afin de s'engager dans la diffusion proactive de renseignements sur le fonctionnement et les dépenses de l'État (avril 2015);
- la mise en ligne du portail de données ouvertes [Données Québec](#), afin que le gouvernement et les municipalités du Québec disposent d'un endroit commun pour publier ses jeux de données d'intérêt pour le public (avril 2016);
- le lancement des hackathons annuels [HackQC](#), pour promouvoir les données disponibles sur Données Québec et soutenir leur utilisation (mars 2017);
- la publication du [Cadre de référence gouvernemental sur la participation publique](#) (juin 2017);
- la mise en œuvre d'un [premier plan d'action en gouvernement ouvert : Plan d'action pour l'accessibilité et le partage des données ouvertes des ministères et des organismes publics](#) (juin 2018);
- l'approbation des [énoncés d'orientations pour les données ouvertes](#) (juillet 2018), visant à adopter l'ouverture par défaut et à prioriser les données à haut potentiel de réutilisation. Afin d'accompagner les ministères et les organismes publics dans la mise en œuvre des orientations, le pôle d'expertise en données ouvertes a été mis en place (septembre 2018) et le [Guide de mise en œuvre des énoncés d'orientations pour les données ouvertes pour un gouvernement ouvert](#) (octobre 2018) a été publié;
- le lancement de la plateforme [Consultation Québec](#) visant à regrouper, en un seul endroit, l'ensemble des consultations publiques du gouvernement en cours, pour fournir un environnement plus convivial à la population. La plateforme peut être utilisée pour effectuer des consultations en ligne ou pour organiser des consultations plus traditionnelles (en présentiel) (septembre 2019);

- le dépôt du projet de loi n°39, [Loi établissant un nouveau mode de scrutin](#) afin de mettre en place un nouveau mode de scrutin mixte avec compensation régionale (septembre 2019);
- Lancement du [Tableau de bord de la performance des ministères](#) afin de permettre à la population d'apprécier et de comparer la performance des ministères ainsi que d'accroître la responsabilisation des dirigeantes et dirigeants (décembre 2019).
- Adhésion du Québec au [programme local du Partenariat pour un gouvernement ouvert](#) (octobre 2020).

Élaboration du Plan d'action

Dès les premiers mois de la session de la 42^e législature de l'Assemblée nationale, en avril 2019, le gouvernement du Québec a réalisé une [Consultation sur la transformation numérique](#). Les commentaires reçus ont enrichi la réflexion et assuré la concordance des ambitions de transformation du gouvernement avec les besoins et les attentes de la population.

En juin 2019, le gouvernement du Québec dévoilait la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023. Celle-ci présente six grandes ambitions dont chacune comporte des cibles précises à atteindre sur un horizon de quatre ans. Les actions en gouvernement ouvert contribuent plus particulièrement à réaliser deux ambitions de la Stratégie :

- **Ambition 1** : « Les citoyens sont au centre de l'évolution des services, des programmes et des politiques »;
- **Ambition 6** : « Les données sont valorisées et redonnées aux citoyens ».

Consultation publique spécifique pour l'élaboration du Plan d'action

Du 6 février au 5 mars 2020, le Secrétariat du Conseil du trésor a réalisé une consultation auprès des citoyennes et des citoyens du Québec pour élaborer le Plan d'action favorisant un gouvernement ouvert 2020-2021. Cette consultation a été effectuée à l'aide de la plateforme gouvernementale de consultation publique « [Consultation Québec](#) ». Selon les bonnes pratiques du PGO, l'élaboration d'un plan d'action en cette matière nécessite de consulter la population. Ainsi, les citoyennes et les citoyens ont été invités à échanger avec l'administration publique pour communiquer leurs priorités en matière de gouvernement ouvert. Des questions plus spécifiques sur les données ouvertes étaient également posées.

Plus précisément, la population a pu partager son avis au moyen :

- d'un sondage général;
- de discussions ouvertes en ligne;

- d'un sondage pour les utilisateurs du portail de données ouvertes Données Québec.

Pourquoi un Plan d'action sur un an ?

La méthodologie du « Partenariat pour un gouvernement ouvert » propose de réaliser des plans d'action sur deux ans. Considérant ceci, la réalisation d'un plan d'action sur un an permettra au gouvernement du Québec un meilleur alignement avec le calendrier des législatures. Ainsi, l'actuel gouvernement sera en mesure de réaliser un second plan d'action pour la période 2021–2023.

Objectifs stratégiques

En fonction des quatre volets du gouvernement ouvert, soit la transparence, l'innovation, la participation et la collaboration, le Plan d'action détermine cinq grands objectifs stratégiques que le Québec désire atteindre du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 :

- **Accroître la transparence des marchés publics** pour créer des opportunités pour les entreprises, encourager une saine compétition et réduire le coût total des marchés publics pour l'État;
- **Accroître la transparence corporative** pour lutter plus activement contre les activités favorisant l'évasion fiscale et l'évitement fiscal abusif, le blanchiment d'argent et le financement d'activités criminelles;
- **Encourager la réutilisation des données ouvertes du Québec** afin d'instaurer une réelle culture des données, qui est une composante importante de la culture numérique;
- **Faire participer les citoyens dans la mise en place d'un gouvernement ouvert et inclusif** afin que l'action gouvernementale soit en meilleure adéquation avec les besoins, les attentes, les habitudes et les idées des citoyennes et des citoyens;
- **Appuyer la création d'écosystèmes de données ouvertes** afin de décloisonner l'information et ainsi maximiser la valorisation de l'information entre les partenaires.

Pour atteindre ces objectifs stratégiques, le Plan d'action propose huit mesures énoncées conformément à l'approche SMART¹, comme le préconise le PGO, de façon que chacune des mesures soit :

- **Spécifique** : chaque mesure doit précisément décrire la préoccupation à considérer, les actions qui seront entreprises et les avantages attendus;
- **Mesurable** : chaque mesure doit comporter des indicateurs permettant d'évaluer son niveau d'avancement. Lorsqu'une mesure comporte de nombreuses actions, celles-ci doivent être bien définies et mesurables;
- **Attribuée à un organisme (imputable)** : chaque mesure est attribuée à un organisme responsable de sa réalisation;
- **Reliée à un objectif stratégique du gouvernement ouvert (pertinent)** : chaque mesure doit être associée à un objectif stratégique du gouvernement ouvert;
- **Temporellement déterminée (butoir)** : chaque mesure doit posséder un échéancier comprenant une date de fin de réalisation.

¹ Pour en connaître davantage sur cette approche, il est possible de consulter le document [Government point of contact](#) du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Objectif stratégique : Accroître la transparence des marchés publics

Accroître la transparence des marchés publics pour créer des opportunités pour les entreprises, encourager une saine compétition et réduire le coût total des marchés publics pour l'État.

Mesure 1 : Accroître le volume de données ouvertes relatives aux marchés publics

En 2017-2018, 21 399 contrats de 25 000\$ et plus ont été accordés pour une valeur totale de 11,8G\$.² Les organismes assujettis sont tenus, en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), de diffuser tout appel d'offres public au moyen d'un avis publié dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). Il en est de même pour les municipalités et organismes municipaux en vertu de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) et du Code municipal du Québec (chapitre C-1). Ainsi, le SEAO est utilisé par les organismes publics pour la publication de leurs avis d'appel d'offres et des renseignements relatifs à leurs contrats de 10 000 \$ ou plus.

Présentement, sont diffusées sur le portail Données Québec, [les données du SEAO suivantes : les contrats et l'information sur l'avis associé, les dépenses supplémentaires associées à un contrat, l'information finale sur les contrats terminés](#). La mesure vise à bonifier celles-ci en y ajoutant les données des avis d'appels d'offres en cours. Par ailleurs, les données ouvertes diffusées n'atteignent pas les plus récents standards reconnus à l'international. Il est donc proposé de revoir le format de diffusion. Enfin, mentionnons que le site Web du SEAO demeura toujours accessible dans sa forme actuelle.

Pourquoi

Selon le [Guide du gouvernement ouvert publié par le Partenariat pour un gouvernement ouvert](#), la diffusion en données ouvertes d'informations sur les avis d'appels d'offres crée des opportunités pour les entreprises, encourage une saine compétition et réduit le coût total des marchés publics pour l'État.

Comment

Il est proposé de diffuser les données publiques des avis d'appel d'offres en cours en données ouvertes selon le standard international « [Open Contracting Data Standard](#) » (OCDS).

Jalons

- Diffusion d'un jeu de données ouvertes des avis d'appels d'offres en cours en harmonisant les données diffusées au standard Open Contracting Data Standard au format JSON. (31 mars 2021)

Responsable

Sous-secrétariat aux marchés publics (Secrétariat du Conseil du trésor)

² SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, rapport annuel de gestion 2018 – 2019 [En ligne] https://performance.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/RAG/SCT_RAG_2018-2019.pdf

Objectif stratégique : Accroître la transparence corporative

Accroître la transparence corporative pour lutter plus activement contre les activités favorisant l'évasion fiscale et l'évitement fiscal abusif, le blanchiment d'argent et le financement d'activités criminelles

Mesure 2 : Bonifier les données ouvertes du registre des entreprises

En avril 2017, les membres de la Commission des finances publiques ont déposé à l'Assemblée nationale du Québec le Rapport sur [le phénomène du recours aux paradis fiscaux](#). Pour donner suite à ce rapport, le gouvernement du Québec a publié [Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale](#), lequel propose diverses initiatives afin notamment de renforcer la transparence corporative par une bonification de l'information et par une amélioration de la qualité des informations transmises au Registraire des entreprises du Québec (REQ).

Les initiatives proposées au regard de la transparence corporative ont fait l'objet d'une consultation publique lancée par le gouvernement à l'automne 2019. Il est ressorti de cette consultation que :

- tous les intervenants appuient l'objectif d'une plus grande transparence;
- plusieurs intervenants insistent sur le fait que l'information devrait être rendue accessible aux médias et aux organismes de la société civile, ainsi qu'aux citoyens et aux entreprises qui souhaitent savoir avec qui ils font affaire;
- des intervenants invitent le gouvernement à la prudence à l'égard de la protection de la vie privée et des renseignements personnels;
- des intervenants reconnaissent que le registre des entreprises du Québec est unique en son genre et qu'il est déjà une référence en matière de transparence puisqu'il donne entre autres accès gratuitement aux données relatives aux entreprises qui font affaire au Québec.

Pourquoi

Il est établi que plusieurs stratagèmes utilisant diverses structures juridiques (ex. : société par actions) sont élaborés avec l'objectif de poursuivre, au Québec, des activités favorisant l'évasion fiscale et l'évitement fiscal abusif, le blanchiment d'argent et le financement d'activités criminelles.

Comment

Les initiatives proposées par le gouvernement dans le cadre du Plan d'action pour assurer l'équité fiscale ont pour objectif de lutter plus efficacement contre ces stratagèmes. Pour ce faire, le gouvernement entend modifier la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1) et la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) afin :

- d'exiger des entités faisant affaire au Québec qu'elles déclarent au REQ les informations relatives à leurs bénéficiaires ultimes;
- de permettre que des recherches par nom d'un individu puissent être effectuées au REQ;
- d'interdire l'émission de bons de souscription ou d'options d'achat d'actions au porteur.

Le gouvernement s'est engagé à optimiser la transparence corporative tout en protégeant la vie privée et les renseignements personnels. Par ailleurs, deux actions ont été réalisées depuis le début de l'année 2020 :

- dépôt des orientations gouvernementales et annonce d'une consultation publique : Budget 2019-2020;
- présentation des axes d'intervention gouvernementale : Budget 2020-2021.

Jalons

- Rehaussement des données ouvertes du registre des entreprises en augmentant la fréquence de mise à jour et en rendant disponible le jeu de données par API (31 mars 2021).

Par ailleurs, des travaux visant à optimiser les échanges d'information entre organismes et ministères de manière à permettre au REQ d'améliorer la qualité des informations contenues dans le registre se poursuivront jusqu'à l'automne 2022.

Responsables

Registraire des entreprises du Québec (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale) et ministère des Finances du Québec

Objectif stratégique : Encourager la réutilisation des données ouvertes du Québec

Encourager la réutilisation des données ouvertes du Québec afin d'instaurer une réelle culture des données, qui est une composante importante de la culture numérique

Mesure 3 : Développer les compétences numériques en données ouvertes (SCT)

Des mesures pour développer les compétences numériques en données, tant celles de la population, des entreprises que celles des employés de l'État sont prévues.

Pourquoi

L'ambition 6 de la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 vise à ce que les données soient valorisées et redonnées aux citoyens. Pour satisfaire une telle ambition, il est important que les personnes souhaitant développer leurs compétences en données aient accès à des formations, et à un appui financier.

Comment

Des actions concrètes et diversifiées sont proposées notamment :

- **pour les entrepreneurs** : l'offre d'appels à projets pour les appuyer à réaliser des projets innovants en s'appuyant sur les données ouvertes;
- **pour les citoyens engagés** : des Hackathons pour trouver une solution à une ou à des préoccupations citoyenne en s'appuyant sur les données ouvertes;
- **pour les employés de l'État** : des formations spécifiques seront prévues pour appuyer les employés de l'État dans l'utilisation de données ouvertes déjà diffusées, mais également pour cibler les données à haut potentiel de réutilisation que leur organisme pourrait diffuser.

Jalons

- Réalisation de quatre Webinaires ou conférences pour développer les compétences numériques en données ouvertes (31 mars 2021).
- Organisation de l'édition annuelle HackQC 2021³ (31 mars 2021).
- Lancement de l'appel de projets en données ouvertes (31 janvier 2021).

Responsable

Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information et de la transformation numérique (Secrétariat du Conseil du trésor)

³ L'événement sera ajusté en fonction des consignes sanitaires des autorités de la santé publique du Québec le cas échéant. Celui-ci pourrait également être reporté à l'automne 2021 si les conditions sont jugées plus favorables.

Mesure 4 : Moderniser le portail Données Québec (SCT)

L'expérience utilisateur du portail Données Québec ainsi que la recherche et la visualisation des jeux de données seront améliorées, tout comme le seront la facilité de diffuser et de réutiliser des données massives par les diffuseurs et les utilisateurs.

Pourquoi

Le portail Données Québec est une fondation numérique incontournable pour satisfaire l'ambition 6 de la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 qui consiste à valoriser et à redonner les données aux citoyens. Dans ce contexte, certaines fonctionnalités de Données Québec doivent être améliorées, notamment pour exploiter le plein potentiel des données que le gouvernement et ses partenaires souhaitent diffuser au cours des prochaines années.

Comment

Lors de la consultation publique pour l'élaboration du Plan d'action, un sondage spécifique pour les utilisateurs du portail Données Québec a été réalisé.

Les résultats de ce sondage ont permis de prioriser les éléments à y moderniser de façon prioritaire.

Jalons

- Amélioration la recherche et la visualisation des jeux de données sur le portail en tirant profit de la technologie en logiciel libre CKAN 2.8 ou supérieur (31 janvier 2021).
- Réalisation des tests d'utilisabilité avec des consommateurs et des diffuseurs de données ouvertes afin d'améliorer l'expérience utilisateur du portail Données Québec (31 décembre 2020).

Grand prix canadien de l'excellence de 2018

Lors du Sommet canadien sur les données ouvertes 2018, le portail Données Québec a remporté le grand prix canadien de l'excellence. C'est le caractère novateur et les résultats concrets en matière de qualité des données du portail collaboratif québécois qui lui ont valu de remporter cet honneur.

Responsable

Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information et de la transformation numérique (Secrétariat du Conseil du trésor)

Objectif stratégique : Faire participer les citoyens dans la mise en place d'un gouvernement ouvert et inclusif

Faire participer les citoyens dans la mise en place d'un gouvernement ouvert et inclusif afin que l'action gouvernementale soit en meilleure adéquation avec les besoins, les attentes, les habitudes et les idées des citoyens

Mesure 5 : Dialoguer avec la société civile pour mettre en place un gouvernement ouvert (SCT)

Afin de pouvoir établir un dialogue permanent avec la société civile au sujet du gouvernement ouvert, un comité multi-intervenants sera mis en place. Le mandat de ce comité consistera à énoncer des suggestions et des conseils sur les propositions de mesures en gouvernement ouvert. Le comité sera également invité à rassembler les différents acteurs du milieu pour représenter les diverses visions de la population en provenance des différentes régions du Québec.

Pourquoi

Le comité aura pour objectif de favoriser une meilleure collaboration avec les intervenants de la société civile du Québec qui visent à bâtir un gouvernement ouvert. Le comité permettra également d'élaborer des plans d'action qui seront en adéquation avec les attentes de la population.

Comment

Le comité, comprenant une dizaine de membres, sera composé d'une part majoritaire de représentants de la société civile et d'une part minoritaire d'employés de l'État. Le comité sera lancé avant la fin de l'exécution du Plan d'action.

Le comité sera composé des membres sélectionnés par l'entremise d'un appel de candidatures réalisé par le Secrétariat du Conseil du trésor.

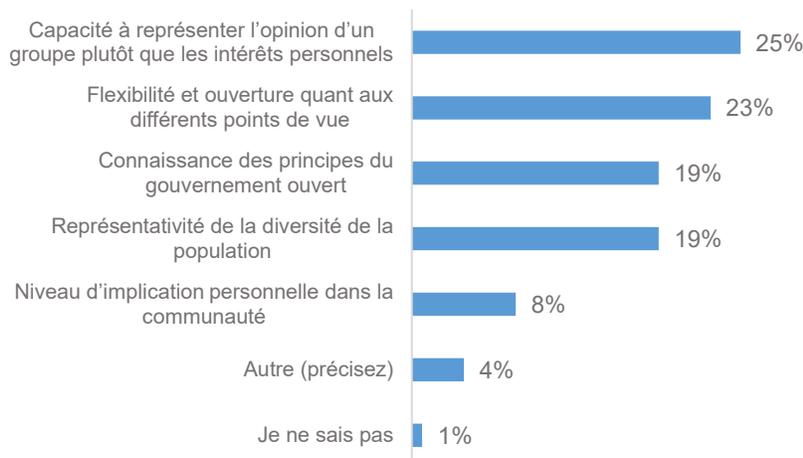
Jalons

- Publication de l'appel à candidatures sur Québec.ca et sélection des candidats (31 octobre 2020).
- Mise en place du comité et première rencontre (30 novembre 2020).
- Formulation de premières recommandations par le comité pour le prochain plan d'action pour un gouvernement ouvert 2021 – 2023 (31 janvier 2021).

Responsable

Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information et de la transformation numérique (Secrétariat du Conseil du trésor)

Figure 1 : Faits saillants de la consultation - quels sont les critères à considérer lors de la sélection des membres de ce comité ?



Mesure 6 : Favoriser l'accessibilité des contenus Web et des services numériques gouvernementaux (MCE-SCG)

Dans le cadre du Plan d'action, des efforts se poursuivront afin de rehausser l'accessibilité de ses contenus Web et de ses services numériques.

Pour y parvenir, les contenus les plus consultés sur les sites Web des organismes publics continueront d'être progressivement migrés vers le nouveau site Web officiel du gouvernement Quebec.ca lequel répond en totalité aux exigences en matière d'accessibilité Web du Conseil du trésor.

Le Secrétariat à la communication gouvernementale publiera un Système de design gouvernemental (composantes réutilisables d'interfaces Web respectant le Standard sur l'accessibilité Web) pour appuyer les employés de l'État dans le développement de contenus Web informationnels et de services transactionnels. L'utilisation du Système de design contribuera à améliorer sensiblement l'accessibilité des services numériques gouvernementaux.

Pourquoi

En 2012, selon l'Office des personnes handicapées du Québec, en s'appuyant sur l'Enquête canadienne sur l'incapacité, au Québec, 9,6 % de la population de 15 ans et plus avait une incapacité, ce qui représentait environ 616 740 personnes.⁴

Par ailleurs, un contenu Web qui respecte les exigences d'accessibilité est plus simple à naviguer pour une personne qui ne dispose d'aucune incapacité.

Comment

Pour y parvenir, le gouvernement du Québec va travailler sur deux aspects :

- **migration des contenus vers le site Web Quebec.ca** : pour prioriser les contenus à migrer. Le Secrétariat à la communication gouvernementale a procédé à une étude statistique des contenus des sites Web des ministères et a identifié les contenus les plus populaires. Ce classement de contenus est à la base de la planification d'intégration de contenus;
- **publication du Système de design gouvernemental** : ce système offrira des composantes d'interfaces normalisées et réutilisables pour appuyer les organismes publics dans la mise en

Accessibilité Web

Un contenu ou un service offert sur le Web est considéré comme accessible lorsque toute personne, peu importe ses incapacités, peut le comprendre, y naviguer et interagir avec lui.

En 2018, le Conseil du trésor a approuvé le [Standard sur l'accessibilité des sites Web \(SGQRI 008 2.0\)](#) présentant les exigences à respecter pour les organismes publics.

Le Standard s'appuie sur les [Règles pour l'accessibilité des contenus Web 2.0 \(WCAG 2.0\)](#) recommandées par le World Wide Web Consortium (W3C)

4 OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC, Les personnes avec incapacité au Québec [En ligne] https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Enquetes/Internes/V01_Portrait_incapacite_Qc_ECI2012.pdf

place de leurs prestations de services numériques. Pour la population, cela permettra de garantir une expérience usager cohérente et accessible au moment de transiger avec l'État (par exemple, des formulaires aux interfaces semblables, peu importe le service demandé).

Jalon

- Migration des contenus les plus consultés de quatre ministères vers le nouveau [site Web officiel du gouvernement](#) (en continue – 31 mars 2021).
- Publication du Système de design gouvernemental pour le Web transactionnel. Le développement du Système de design gouvernemental sera itératif. Chaque nouveau cas de figure sera une occasion de co-développer de nouvelles composantes en collaboration avec un ministère ou un organisme impliqué dans le développement d'un service. Le site Web www.design.quebec.ca sera publié au cours de l'année 2020, mais le développement et le partage de composantes sont déjà amorcés avec quatre ministères et organismes (31 décembre 2020).

Responsable

Secrétariat à la communication gouvernementale (ministère du Conseil exécutif)

Objectif stratégique : Appuyer la création d'écosystèmes de données ouvertes

Appuyer la création d'écosystèmes de données ouvertes afin de décloisonner l'information et ainsi maximiser la valorisation de l'information entre les partenaires

Mesure 7 : Offrir un service gouvernemental de données ouvertes de référence (SCT)

Le service de données ouvertes de référence vise à mettre à la disposition de la population les jeux de données de référence qui présentent le plus haut potentiel de réutilisation. Il s'adresse principalement aux entreprises et aux administrations pour qui la disponibilité d'une donnée de qualité est critique.

Pourquoi

Les organisations pour qui la qualité des données est primordiale vont généralement exiger une entente particulière avec le fournisseur de données pour garantir un niveau de service attendu. Ces ententes particulières sont généralement exigeantes à rédiger et sont réservées à quelques partenaires exclusifs.

Le service de données ouvertes de référence vise donc à offrir un service public accessible à tous et qui répond aux attentes en matière de qualité.

Comment

En vertu de la [Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement \(chapitre G-1.03\)](#), les éléments suivants seront précisés :

- les jeux de données ouvertes de références à diffuser;
- les rôles et les responsabilités des diffuseurs et du pôle d'expertise en données ouvertes;
- les leviers nécessaires pour assurer la diffusion des données de référence par les organismes publics.

Jalons

- Ciblage des enjeux légaux et administratifs en lien avec la mise en place du service gouvernemental de données de références. (30 septembre 2020)
- Précision des rôles et responsabilités des diffuseurs et du pôle d'expertise en données ouvertes. (31 décembre 2020)
- Diffusion de cinq premiers jeux de données de référence (31 mars 2021).

Responsable

Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information et de la transformation numérique (Secrétariat du Conseil du trésor)

Que sont les données de référence ?

Les données de référence servent à nommer ou à identifier des entités (notamment des produits, des entités économiques, des territoires ou des acteurs physiques et morales) pour y attacher des attributs officiels. Ces référentiels sont indispensables pour lier des bases de données de nature hétérogène et construire une architecture informationnelle unifiée.¹

Par exemple, [le répertoire des municipalités](#) comprend un identifiant unique pour chacune des municipalités du Québec.

Ce même identifiant unique est repris dans plusieurs jeux de données tels qu'[Écocentres et points de dépôt municipaux](#), [Toponymes officiels](#) et [Adresse Québec](#).

¹ - Conseil national du numérique de France

Mesure 8 : Appuyer les organismes publics à mettre en place des écosystèmes de données ouvertes avec leurs partenaires (SCT)

Le Secrétariat du Conseil du trésor appuiera les organismes publics à mettre en place des écosystèmes de données ouvertes.

Pourquoi

La mise en place d'écosystèmes vise à réunir les parties prenantes impliquées dans la diffusion et la réutilisation de données ouvertes spécifiques à un domaine d'affaires. La mise en place de tels écosystèmes permettra de mieux cibler des enjeux spécifiques à leurs domaines d'affaires ainsi que de déterminer et de standardiser les données nécessaires. Ultimement, les parties prenantes au sein de ces écosystèmes pourront également trouver le meilleur moyen de valoriser ces données au bénéfice de la population, tel que par la mise en place de visualisations, d'outils, d'applications.

Comment

Le Secrétariat du Conseil du trésor va appuyer la création d'écosystèmes de données ouvertes en appuyant les organismes publics à :

- mettre en place une structure de gouvernance avec leurs partenaires;
- appliquer les bonnes pratiques en matière de standardisation et de valorisation de données;
- offrir un soutien aux partenaires de l'écosystème afin de les rendre autonomes dans la diffusion et la réutilisation de données ouvertes sur Données Québec.

Jalons

- Appuyer le ministère de la Culture et des Communications (MCC) à mettre en place un écosystème de données ouvertes en culture, notamment pour les contenus cinématographiques. (31 mars 2021)
 - Diffusion de deux jeux de données ouvertes cinématographiques (31 décembre 2020)
 - Bonification de la plateforme ouvrir.ca en s'appuyant sur les données ouvertes diffusées (31 mars 2021)
- Appuyer le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) à mettre en place un écosystème de données ouvertes pour appuyer les urbanistes à travers le Québec. (31 mars 2021)
 - Adhésion de deux nouveaux organismes de la société civile ou municipalités sur Données Québec diffusant au moins un jeu de données (31 mars 2021).

Responsable

Sous secrétariat du dirigeant principal de l'information et de la transformation numérique (Secrétariat du Conseil du trésor)

Un écosystème québécois pour favoriser la découvrabilité des contenus cinématographiques

En 2017, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec indiquait, dans la publication [État des lieux sur les métadonnées relatives aux contenus culturels](#), que les contenus culturels québécois ont de la difficulté à faire leur place sur le Web compte tenu du manque de données leur étant associé.

Le projet d'écosystème vise à regrouper le plus grand nombre d'ensembles de données sur le cinéma québécois sur Données Québec pour faciliter leur utilisation par la population dans un objectif de découvrabilité.

Une dizaine d'organismes partenaires du projet verseront des ensembles de données cinématographiques en licences ouvertes sur le portail Données Québec. Ces données seront ensuite utilisées dans le service Ouvoir.ca dans le but d'améliorer la quantité et la diversité des informations recensées sur chacun des films. Cela offrira aux citoyens de nouvelles formes d'expériences de découvrabilité des films d'ici. Ces mêmes ensembles de données seront également disponibles à tous ceux et celles voulant les utiliser dans d'autres projets.

Le projet permettra également au MCC d'identifier les conditions de succès nécessaires pour réaliser des expériences semblables dans les secteurs du livre, de la musique, etc.

Un écosystème pour faciliter l'aménagement du territoire par les organismes municipaux

Plusieurs données ouvertes sont déjà utilisées par les organismes municipaux du Québec pour planifier l'aménagement du territoire telles que les [Espèces exotiques envahissantes](#), les [Îlots de chaleur et de fraîcheur urbains](#), les [Découpages administratifs](#), etc.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) assure un leadership fort afin que les données ouvertes soutiennent l'aménagement du territoire au Québec.

Plusieurs choix s'offrent aux municipalités. Elles peuvent télécharger directement ces données pour les intégrer à leurs propres systèmes. Elles peuvent aussi utiliser Territoires, une [plateforme](#) d'analyse et d'aide à la prise de décisions offerte par le MAMH.

Au cours des prochains mois, le MAMH travaillera en étroite collaboration avec ses partenaires pour encourager et soutenir la diffusion de nouvelles données ouvertes.

Conclusion

Le Plan d'action favorisant un gouvernement ouvert 2020-2021 représente un levier important pour implanter durablement l'approche du gouvernement ouvert au sein de l'État québécois.

Le comité multi-intervenants pour un gouvernement ouvert permettra d'élaborer des plans d'action qui seront en adéquation avec les attentes de la population.

La modernisation de Données Québec, la mise en place d'écosystèmes de données ouvertes et l'accroissement des compétences numériques en données ouvertes permettront au Québec de progresser vers l'ouverture des données.

Enfin, les mesures concernant la transparence corporative et des marchés publics permettront de construire un Québec plus équitable et prospère.

L'ensemble des travaux sur le gouvernement ouvert est exposé sur [la Vitrine numériQc](#). Il est également possible de suivre le compte Twitter [@GouvOuvertQc](#).

